ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

Circonscription de CASTELSARRASIN

LISTE D'UNITÉ SOCIALISTE

présentée par le PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Electeurs, Electrices,

Né en 1959 du constat de l'impuissance de la gauche à empêcher la montée au pouvoir du régime autoritaire, le P. S. U. est la seule organisation politique à avoir proposé une solution de remplacement au régime gaulliste. Hostile au pouvoir personnel, mais dépassant le parlementarisme traditionnel qui ne peut aujourd'hui que servir de paravent à la technocratie et au pouvoir incontrôlé des grandes affaires capitalistes,

Le P. S. U. préconise une démocratie nouvelle fondée sur la démocratie économique.

— Un Parlement souverain passant avec le gouvernement un contrat de législature pour une durée de 4 ans, correspondante à l'application du Plan Economique.

— Une Chambre Economique et sociale élue par la population active proportionnellement à son importance par secteur professionnel, chargée de l'élaboration du Plan, et des lois économiques et sociales.

— La limitation du rôle de l'administration directe par la création de Conseils régionaux politiques et économiques, disposant d'une partie du budget national et d'un pouvoir de contrôle sur les administrations.

— L'établissement de la co-gestion sociale dans les grandes entreprises, le crédit, les grandes administrations et Offices, les transports, l'enseignement.

— La prise en mains par les producteurs et consommateurs associés des grands circuits de distribution.

— L'élargissement du pouvoir des collectivités locales, notamment, en matière économique et dans celui du maintien de l'ordre.

Les forces existent dans le pays pour réaliser cette politique: ce sont celles que le P. S. U. entend regrouper autour du Front Socialiste, partis politiques se réclamant du Socialisme, mais aussi et surtout, forces nouvelles qui s'expriment à travers les organisations syndicales paysannes, ouvrières, enseignantes et chez les jeunes de toute origine et de toute formation.

C'est ce regroupement HONNÊTE, SÉRIEUX, CONSTRUCTIF que prépare notre liste d'Unité Socialiste, qui unit autour d'elle les militants les plus représentatifs des syndicats d'agriculteurs, d'enseignants, d'ouvriers de ce département. Socialistes de toujours ou forces jeunes amenées au socialisme par leur expérience économique et syndicale, ces militants n'acceptent pas, plus que nous, le régime de pouvoir personnel. Mais, pas plus que nous, ils ne considèrent que le retour au passé suffira à restaurer la démocratie. Comme nous, ils savent d'ailleurs que les vertueuses protestations républicaines d'aujourd'hui préparent le compromis qui sera passé demain, sitôt la constitution du Gouvernement, entre le Gaullisme et les partis conservateurs.

Attention, votre vote sincèrement démocratique risque demain, de préparer le replâtrage du Gaullisme.

SAUVER LE SUD-OUEST DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

Notre candidature, face à la confusion des luttes politiques, se veut avant tout, de défense et de promotion économique. Il n'y a pas à notre époque de démocratie sans progrès économique.

Le Sud-Ouest, le Tarn-et-Garonne ne seront sauvés ni par les subventions épisodiques, ni par des saupoudrages d'entreprises marginales. Le Tarn-et-Garonne ne doit être du point de vue économique, ni un hospice d'assistés, ni un dépotoir pour les industries en déclin. Les diverses propositions que nous faisons ci-dessous ne pourront être réalisées par les seuls moyens parlementaires; nous ne vous disons pas:

« Nous vous promettons de faire ceci ou celà », nous vous disons: « Nous vous promettons de nous battre, pour que cela se fasse ». Mais c'est avec votre aide, celle des organisations syndicales que nous y parviendrons.

POUR UNE AGRICULTURE MODERNE

La population de la circonscription vit directement de l'agriculture; l'activité du reste est en grande partie déterminée par elle. C'est en priorité sur la sauvegarde et le développement de l'agriculture et des agriculteurs, que portera notre action: notre politique agricole a deux aspects, un défensif, un constructif:

— DÉFENSIF. — Les candidats d'Unité Socialiste promettent sollennellement de mettre en œuvre tous les moyens, nous disons bien TOUS LES MOYENS, pour stopper et faire regresser le processus d'intégration capitaliste de l'agriculture dans ce département où il est l'un des plus avancé qui soit en France.

■ En s'opposant à l'accaparement des terres les plus riches par les grandes sociétés capitalistes et bancaires et en brisant la spéculation foncière qui étrangle toute possibilité de développement des exploitations familiales.

POUR CE FAIRE, NOUS EXIGERONS :

1) Que soit interdit de façon rigoureuse tout nouvel achat de terres par des personnes physiques ou morales disposant déjà d'exploitations dépassant d'un dixième la superficie considérée comme souhaitable par les Commissions de cumul;

Qu'il soit de même interdit toute prise en charge d'exploitation sous forme locative dans les mêmes conditions;

2) Que soit immédiatement fixé, tant pour l'acquisition par la SAFER que par des particuliers, un prix plafond d'acquisition calculé sur la valeur indexée des terres il y a 5 ans;

3) Que les sociétés capitalistes agricoles soient exclues des prêts du Crédit Agricole, comme des autres établissements bancaires d'Etat et qu'elles soient assujetties à l'impôt sur les revenus industriels.

■ Enrayer le développement de l'intégration des producteurs familiaux par les entreprises capitalistes (marchands d'aliments, trusts commerciaux, etc...), qui les transforment en travailleurs à façon. Réservée pour le moment à l'élevage des volailles et du porc, ce mode d'exploitation qui prive la production de tout contrôle sur le prix de son produit, est en effet en train de s'étendre rapidement à l'élevage bovin, aux productions fruitières et légumières. C'est ce processus que préparent entre autres, la création par les grandes sociétés capitalistes d'installation de stockage et de transformation « ouvertes » aux petits producteurs.

NOUS EXIGERONS :

1) Que tout contrat d'intégration soit agréé par les organisations professionnelles compétentes;

2) Que l'aide de l'Etat et des collectivités soient exclusivement réservées aux installations gérées sous forme publique ou coopérative;

3) Que soient créés immédiatement, pour les diverses régions naturelles, des groupements de producteurs prenant en charge, avec l'aide de l'Etat et des collectivités, la transformation et la commercialisation.

Mais ces mesures défensives ne suffisent pas à revaloriser la situation des petites et moyennes exploitations: nous lutterons pour assurer prioritairement:

1) La suppression des charges foncières par la reconnaissance juridique de la PROPRIÉTÉ D'EXPLOITATION;

2) Le développement de l'AGRICULTURE DE GROUPE, seule susceptible de permettre aux exploitants familiaux, par une coopération volontaire, d'accéder à la fois à un mode de production moderne et aux loisirs exigés par l'intensification du travail agricole;

3) L'organisation de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles par les producteurs ou sous leur contrôle, abattoirs coopératifs et leurs établissements dérivés, participation des producteurs à des circuits coopératifs modernes de distribution. Les producteurs doivent se persuader qu'ils ne valoriseront leurs produits que lorsqu'ils en assureront eux-mêmes ,la transformation industrielle.

Au plan national, la mise en place d'Offices professionnels, gérés majoritairement par les producteurs et dans lesquels négociants et usiniers n'auront que voix consultative, définiront la politique de production et de prix. Dans ce cadre, et ce cadre seulement, pourra être élaborée une production contractuelle qui ne se tournera pas contre le producteur;

4) L'élaboration d'une véritable planification agricole, liée au Plan National, et prévoyant notamment la réservation de certaines productions à certaines régions et à certaines catégories d'exploitants;

5) L'établissement de la parité entre agriculture et industrie en matière de protection sociale et de retraites.

Naturellement, ces propositions ne sont pas exclusives du soutien à court terme des revendications immédiates. Mais ce ne sont que par de profondes réformes de structure que l'on sauvera les exploitations familiales.

POUR UN DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL COHÉRENT

Le développement agricole ne saurait suffire à assurer l'équilibre économique d'un département. Nous nous opposons cependant à la façon dont on a conçu jusqu'ici « la décentralisation »: la multiplicité des avantages de toute nature offerts aux industriels a tendance à n'attirer que des entreprises marginales ou peu assises, uniquement désireuses de profiter des primes offertes ou des bas salaires. Dans le cadre d'un plan de développement régional tel qu'il est défini dans le manifeste de notre Comité de Soutien, la politique d'implantation industrielle doit être prioritairement envisagée sous la forme d'entreprises coopératives, mixtes ou nationales.

— Un premier groupe d'entreprises industrielles doit être constitué par les complexes coopératifs ou associés dérivés des production agricoles: la plupart des productions agricoles du département sont susceptibles, non seulement d'un traitement simple, mais complexe.

— Un deuxième groupe doit être constitué par la décentralisation de fabrications, des industries toulousaines: il serait illogique de refaire sur Toulouse la concentration qui a asphyxié Paris et de transformer en isolat ce qui doit être un pôle de développement.

Mais ce n'est pas à l'initiative privée que doit être laissé la charge de l'industrialisation du département. Son échec est latent depuis 75 ans; il est inutile d'attendre davantage.

— Une politique sérieuse d'industrialisation doit naturellement être précédée d'un plan d'infrastructure: grands axes de communication, routes, électrification ferroviaire, aménagement et modernisation des voies d'eau.

NOUS NOUS BATTRONS, COMME NOUS L'AVONS FAIT LORS DE LA CRISE DE DECAZEVILLE, SEUL COMME FORCE POLITIQUE, POUR UN VÉRITABLE PLAN RÉGIONAL.

POUR UNE POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE RURAL

L'ensemble de ces mesures implique, nécessite une restructuation complète des services en milieu rural:

— Une politique de constructions scolaires, particulièrement au niveau du second degré (Collèges d'Enseignement général, Lycées agricoles, Centres techniques), mais aussi une décentralisation des Facultés toulousaines, particulièrement indiquée en ce qui concerne la recherche agronomique et l'économie rurale;

— Une politique de l'habitat non spéculative par la municipalisation du sol urbain;

— Une médecine sociale efficace, par la création de Centres préventifs polyvalents et la généralisation de la médecine de groupe.

Mais toutes ces mesures appellent, en premier lieu, un changement profond des mœurs politiques dans ce département et la mise en œuvre des forces dynamiques condamnées au découragement par les politiciens gaullistes comme pré-gaullistes. C'est à ce changement que vous donnerez votre adhésion.

SERGE MALLET

TÊTE DE LISTE

PAUL ARDOUIN

SUPPLÉANT.

IMP COOPÉRATIVE – MONTAUBAN